

# Analyse de la contribution du web2.0 dans l'animation du débat démocratique pendant les manifestations de militaires burkinabé en 2011

*Dakouré Évariste*

*Docteur en sciences de l'information et de la communication*

*Groupe de recherche sur les enjeux de la communication*

[evaristedakoure@hotmail.com](mailto:evaristedakoure@hotmail.com)

*Université Stendhal Grenoble III, Institut de la Communication et des Médias*

*11 avenue du 8 mai 1945 BP 337, 38434 ECHIROLLES Cedex*

## **Résumé**

Les forums d'articles du portail d'information *lefaso.net* offrent de plus en plus de possibilités d'expression aux Burkinabé à propos des questions d'intérêt général. Ces citoyens ont participé à l'animation du débat politique à travers leurs messages postés sur ces forums pendant les manifestations violentes de militaires burkinabé en 2011. Même si ces avis internautes n'ont pas joué un rôle décisionnel dans la sortie de crise, leurs contributions étaient prises en compte dans la production journalistique. De plus on peut légitimement penser que ces expressions d'opinions citoyennes ont été consultées par les autorités du pays et/ou leurs conseillers. Dans ce sens, ces forums constituent un espace public partiel et participent de fait au progrès du débat démocratique au Burkina Faso.

**Mots clés:** Burkina Faso, web2.0, dispositif, communication, crise, manifestation, presse

## **Abstract**

*The forums of articles of the portal of information lefaso.net offer more and more possibilities of expression to inhabitant of Burkina-Faso about the questions of general interest. These citizens participated in the animation of the political debate through their messages posted on these forums during the militaries violent demonstrations in Burkina-Faso in 2011. Even if these Internet opinions did not play a decision-making role in the exit of crisis, their contributions were taken into account in the journalistic production. Furthermore we can think that these expressions of citizens opinions were consulted by the authorities of the country and/or their councillors. In this sense, these forums establish a*

*partial public place and participate de facto in the progress of the democratic debate in Burkina Faso.*

**Keywords:** *Burkina Faso, web2.0, device, communication, crisis, demonstration, press*

## **Introduction**

L'actualité des derniers mois en Afrique est -entre autres événements-fortement marquée par les révoltes tunisienne et égyptienne. Pendant ces révoltes, le web2.0 a été mis à profit pour la mobilisation des populations et la diffusion d'informations. À l'occasion de ces révoltes largement médiatisées, des discours déterministes à propos des capacités du web 2.0 à contribuer au changement ont beaucoup circulé. Depuis plusieurs années, le développement d'internet suscite de l'espoir en Afrique quant aux possibilités d'acquérir plus de liberté d'expression politique et plus de possibilité de mobilisation pour des changements sociopolitiques. Or le web2.0 en tant que dispositif ne peut pas en lui-même être considéré comme déterminant pour engendrer un changement. Comme le dit Daniel Bougnoux (2001: p.62), il faut rappeler *«que nos relations techniques sont nécessairement enchâssées dans des relations pragmatiques qui les précèdent et les pilotent. On s'accorde aujourd'hui à dire que si l'outil autorise, il détermine rarement.»* Des facteurs socioculturels sont nécessairement à prendre en compte lorsqu'il est question d'appréhender la contribution de dispositifs techniques dans le cadre de mutations sociopolitiques. Par ailleurs, les changements sociaux sont à inscrire dans *«le temps long.»*

L'année 2011 au Burkina Faso a été marquée par une grave crise dont un des aspects important renvoie aux violentes manifestations des militaires. Nous nous intéressons à l'utilisation de forums d'articles de presse comme moyen d'expression pendant cette crise, en prenant en compte le fait qu'il s'agit d'un pays où les TIC sont très peu développées.

L'analyse proposée a pour objectif de ramener les espoirs fondés sur l'utilisation du web2.0 dans l'animation du débat démocratique à des proportions plus réalistes en fonction du contexte sociopolitique et des usages d'internet au Burkina Faso. Pour mieux comprendre l'environnement sociopolitique dans lequel cette crise a éclaté, il faut rappeler que depuis le sommet France Afrique à la Baule en 1990, les pays d'Afrique francophone (dont le Burkina) sont de plus en plus contraints par leurs partenaires européens et américains à aller davantage vers la démocratie. Selon la diplomatie française, *«il y aura une aide normale de la France à l'égard des pays africains, mais il est évident que cette aide sera plus tiède envers ceux qui se comporteraient de façon autoritaire, et plus enthousiaste envers ceux qui*

*franchiront, avec courage, ce pas vers la démocratisation<sup>1</sup>.*» Par ailleurs, il convient de prendre en compte également le rôle des organisations de défense de droits de l'homme qui contribuent à dénoncer les dérives en Afrique et les «arrangements» que des dirigeants européens ou américains peuvent apporter à des gouvernants africains en difficulté. Ainsi, en temps de crise, les dirigeants burkinabé sont de plus en plus contraints à négocier et à convaincre, ils doivent donner une bonne image auprès de leurs partenaires. Mais comme le dit Thierry Libaert (2010: p.30), «*Internet a la faculté de générer certaines crises [...] Il permet également l'amplification des crises par la rapidité de diffusion des informations, les forums d'actions militantes.*» Avec le développement du web2.0, les Burkinabé ont potentiellement plus de moyens d'expression. En abordant les apports du web au débat démocratique, Annie Lenoble-Bart affirme que «*les journalistes adaptent leurs façons de travailler tandis que les citoyens modifient leurs usages de l'actualité... Il est indéniable que la parole se libère sous des formes traditionnelles voire réinventées mais plus encore s'exile sur internet pour s'affranchir de contraintes diverses, économiques comme politiques.*» (Lenoble-Bart, Chéneau-Loquay: 2010, pp.5-6) Mais cette possibilité est limitée au Burkina par la faible connectivité du pays. En effet, il s'agit d'un pays où les TIC sont très peu développées: selon l'UIT<sup>2</sup> sur 100 habitants au Burkina Faso: 0,70 personne a accès au téléphone fixe ; 7,46 personnes ont accès au téléphone mobile et 0,59 personne a accès à internet. Par ailleurs, le Burkina fait partie des pays les plus pauvres de la planète, il est classé 161<sup>e</sup> sur 169 pays selon l'indice de développement humain du PNUD<sup>3</sup>.

De plus le point de vue de Fabien Granjon (Granjon et Cardon: 2010, p.114), selon lequel les pratiques d'expression en ligne des citoyens concernent peu l'information d'actualité ou la politique, est aussi une réalité que nous avons constatée au Burkina pendant des enquêtes menées de novembre 2007 à avril 2008 sur les pratiques des TIC.

Loin de nous l'idée d'accorder une place prépondérante aux médias électroniques dans l'éclatement, le déroulement et la gestion de crise politique en Afrique.

Au contraire, nous pensons que les espoirs placés dans ces dispositifs sont parfois surévalués. Pour soutenir cette thèse dans le cas du Burkina, nous interrogeons la

---

<sup>1</sup> Source : [http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo\\_833/afrique\\_1063/sommets-afrique-france\\_326/prime-democratisation-16eme-sommet-baule-1990\\_1578.html](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/afrique_1063/sommets-afrique-france_326/prime-democratisation-16eme-sommet-baule-1990_1578.html) consultée le 18 juillet 2011.

<sup>2</sup> International Telecommunication Union, *Telecommunication and Trends in Africa . Connect Africa Summit*, Kigali, Rwanda, 29-30 October 2007, p.33.

<sup>3</sup> Source : <http://hdr.undp.org/fr/statistiques/> consultée le 18 juillet 2011

Colloque mondialisation des échanges, communication de crise et relations publiques-Luxembourg-6/10/2011.  
www.symposcience.org

contribution de forums d'articles de presse dans l'animation du débat démocratique pendant la crise liée aux manifestations des militaires en 2011 au Burkina.

## 1. Démarche méthodologique

Pour cette recherche nous avons utilisé un corpus de forums d'articles publiés sur le portail d'information burkinabé: lefaso.net, du 23 mars 2011 (lendemain des premières manifestations de militaires) au 06 juin 2011. En effet, du 02 au 03 juin 2011 une intervention armée composée d'autres militaires a réprimé la manifestation qui était en cours à Bobo (deuxième ville du Burkina). Cette intervention a mis fin à ces mois de révoltes de militaires. Notre corpus est composé de 29 articles auxquels sont liés 1319 messages de forums. Si certains articles ont moins de cinq messages publiés dans leurs forums, d'autres sont bien plus *alimentés* (278 messages pour l'article qui annonce les premières manifestations). La démarche utilisée a consisté à exploiter l'ensemble de ces articles et messages de forums, pour repérer dans ces forums des informations que nous avons regroupées sous des thèmes qui constituent ce que nous considérons comme étant des formes de contribution de ces messages citoyens à l'animation du débat politique pendant cette crise. Nous n'avons pas pris la fréquence d'apparition de ces thèmes au fil des messages comme une variable à analyser parce que certains internautes publient plusieurs fois le même message dans le même forum avec le même pseudonyme. De plus certains messages sont publiés sans pseudonymes là aussi il est possible d'un participant publie la même idée que celle de son précédent message. Il n'aurait pas été pertinent de comptabiliser la fréquence d'apparition de ces thèmes à cause de ce risque de biais. Les thématiques constituées par le regroupement des messages de forums concernent les causes et conséquences de la crise, les propositions de sortie de crise, les informations complémentaires aux contenus des articles faisant l'objet de forums, les critiques adressées aux manifestants et aux gouvernants. Dans le développement de notre argumentation, des extraits de messages que nous estimons représentatifs des idées véhiculées par la thématique considérée, sont utilisés en appui à nos analyses (les fautes d'orthographe des internautes sont corrigées). Au sujet de ces extraits de messages nous précisons : la date, le titre de l'article qui a fait l'objet de forum sur lefaso.net, et l'heure à laquelle le message a été posté. Nous n'avons pas cité les pseudonymes des intervenants parce que comme dit précédemment beaucoup de messages sont publiés sans pseudonymes. L'interface du site permet de le faire.

Afin de mieux «appréhender» la contribution des forums d'articles de presse au débat démocratique, il est nécessaire dans un premier temps de re-situer le contexte médiatique dans lequel cette participation citoyenne s'effectue.

## 2. Éléments du contexte médiatique à prendre en compte pour l'analyse des forums d'articles

Tenter de saisir la contribution de forums d'articles de presse au débat démocratique au Burkina demande de prendre d'abord en compte le fait que la presse burkinabé tout comme celle d'autres pays d'Afrique subsaharienne a un *pouvoir* moins fort que celui qu'on pourrait attribuer à des médias en Europe ou en Amérique du Nord par exemple. Selon Annie Lenoble-Bart et André-Jean Tudesq (2008: p.9-10) «*Les médias de cette aire (Afrique Subsaharienne) [...] n'ont pas une influence aussi prépondérante que celle qu'ils exercent en Occident. Dans une population moins individualiste encore, où les relations interpersonnelles restent très fortes, l'information se rattache plus fondamentalement à la communication au sein des collectivités. Et la faiblesse générale du niveau de vie est un facteur qui «plombe» l'économie des médias «moderne».*» En outre, la faiblesse aussi du niveau de vie des journalistes les amène parfois à faire des articles sur *commande*, produisant ainsi des publications qui prennent parfois des allures de publi-reportages. En 2003, Serge Théophile Balima et Marie-Soleil Frère (2003: p.34) affirmaient que dans les quotidiens burkinabé, le salaire d'un rédacteur titulaire d'une maîtrise universitaire variait entre 70 000 et 100 000 F CFA (environ 150 euros). En plus de ces bas salaires, les quotidiens disposaient pour la plupart d'équipes parfois trop restreintes pour assurer un travail de bon niveau. Tous ces aspects engendrent une perte de crédibilité du travail des journalistes.

Ce manque de fiabilité est accentué par des soupçons d'existence «d'attaches» entre les journalistes et le pouvoir politique notamment. Sur ce sujet, selon Georges Madiba (2010), «*comme un peu partout dans les pays africains, la crise de la représentativité démocratique s'accompagne d'une crise de confiance à l'égard des journalistes et des médias en général...Déçues par un changement qu'elles espéraient ... les populations s'éloignent de plus en plus de la presse, évoquant à la fois sa collusion avec le pouvoir en place, son parti pris, son sensationnalisme, son manque de professionnalisme.*» Quand on prend en compte ces facteurs, on peut dire que l'apport de web 2.0 (qui permet l'expression des citoyens) contribue à alimenter le débat politique à plusieurs niveaux. La presse en ligne démocratise davantage l'accès à l'information et le droit à la parole pour les individus vivant au Burkina et aussi pour ceux qui sont hors de ce pays. A ce propos, selon Cyriaque Paré (2010: p. 28), «*la diaspora qui fournit le plus gros des troupes de lecteurs de sites médias peut certainement être impliquée avec plus de succès dans la vie des sites.*» En outre, les forums d'articles permettent parfois aux internautes de critiquer le travail de certains journalistes.

En effet, les citoyens ne se contentent plus seulement de se méfier de la crédibilité de certaines publications, ils donnent leurs avis qui peuvent s'exprimer sous forme de commentaires, de critiques ou de compléments d'informations par rapport à l'article. Ainsi, on peut noter que «*pour les médias africains, l'interactivité pourrait être source d'enrichissement, de diversification de leurs contenus par l'apport de contributeurs extérieurs à qui ils feraient appel, à peu de frais souvent, pour recouper l'information, la compléter.*» (Paré: 2010, pp28-29) La section qui suit donne une idée des formes de contributions que les internautes peuvent apporter à travers les forums.

### **3. Les forums d'articles du portail d'information lefaso.net: dispositif de participation au débat politique**

#### **3.1 Interactivité et apport d'informations supplémentaires au contenu des articles publiés**

Certains articles de presse publiés sur lefaso.net qui traitent des récentes manifestations de militaires burkinabé sont parfois courts et ne donnent pas suffisamment d'informations. En effet, certains articles qui annoncent des faits en attendant que le journal ait plus de détails et de précisions pour publier un article plus long comportant des analyses suite aux investigations. La publication du 23 mars 2011 sur lefaso.net qui annonçait le début des manifestations était un court écrit ayant pour titre: *Des coups de feu au camp Sangoulé Lamizana à Gounghin*. Il fallait faire passer l'information en *scoop*. En plus du chapô de l'article informant que dans la nuit du 22 au 23 mars 2011 des militaires se sont emparé d'armes et de munitions dans une caserne de Ouagadougou pour manifester leur protestation suite à la condamnation par la justice de quelques uns des leurs, les raisons présentées comme motif du mécontentement des militaires étaient sommairement évoquées. Selon cet article «*ces condamnations feraient suite à une bagarre où ces militaires en question se seraient rendus coupables en frappant des populations civiles il y a de cela 1 mois à peu près.*» Par contre, le forum de cet article qui compte 278 messages postés (à la date du 13 septembre), apportent des éléments supplémentaires (avec une contradiction en plus) sur les raisons qui ont conduit à la condamnation des militaires. Ainsi, un des participants à ce forum écrivait le 23 mars à 11h46 : « *Un étranger fait la cour à la femme*

Colloque mondialisation des échanges, communication de crise et relations publiques-Luxembourg-6/10/2011.

www.symposcience.org

*d'un militaire. Ce dernier le trouve chez lui dans sa maison. Avec ses camarades il déshabille le monsieur sans le frapper et le laisse dans la nature : voila la vraie histoire !»*

Par la suite plusieurs articles de presse ont donné plus de précisions sur ces faits. Le journal *Le pays* du 24 mars dans son article intitulé : *Manifestations de militaires à Ouaga : tristesse et désolation chez les commerçants pillés*, annonçait que: «Selon une source proche d'un des militaires condamnés, ce mouvement d'humeur rythmé au canon est parti du verdict d'un jugement rendu le 22 mars par la Chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Ouagadougou contre 5 militaires reconnus coupables de coups et blessures volontaires sur un civil et d'attentat à la pudeur.» Une partie des faits évoqués par le participant au forum du 23 mars (évoqué ci-haut) était juste. Toutefois, nous sommes tenus de rester prudents par rapport à la justesse et l'objectivité des propos des internautes qui animent les forums. Au-delà des propos grossiers, voire injurieux qui circulent dans ces forums, on peut se permettre d'émettre parfois des réserves quand ces internautes apportent des informations sur des faits et ne se contentent pas de faire des analyses des faits présentés dans l'article faisant l'objet de forum. Sans systématiquement remettre en doute les propos des internautes, du moment où ils ne sont pas nécessairement des journalistes, on peut légitimement penser qu'ils n'ont pas reçu de formation sur le traitement de l'information et sur les aspects éthiques et déontologiques liés à sa diffusion. On se doit alors de prendre leurs affirmations des faits avec davantage de prudence.

En matière de contribution des forums, certaines informations circulent d'abord dans ces espaces d'expressions citoyennes avant d'être traitées par les journalistes. Les manifestations des militaires sont parties de la protestation d'une décision de justice à propos d'une affaire privée concernant un membre des forces armées, mais il existait déjà des mécontentements, des frustrations, des revendications latentes au sein de l'armée. Cela a favorisé l'ampleur qu'a prise la crise des militaires qui a impliqué des casernes de plusieurs villes du pays. Concernant les autres revendications des militaires, le journal *Le pays* a été un des premiers à évoquer la question le 29 mars dans son article intitulé: *Manifestations de militaires: après Ouaga, Fada dans la danse*, en écrivant: «leur porte-parole [...] a posé deux exigences: la délocalisation du régiment à Ouagadougou et le départ du chef de corps. Ce dernier est déclaré indésirable par ses éléments».

Le 30 mars *Le pays* (avec l'article: *Manifestations de militaires à Fada : une roquette tirée sur le palais de justice*) donnait plus de précisions: «les militaires de Fada ont d'abord exigé le départ de leur chef de corps [...] et d'un autre lieutenant de leur régiment [...] En plus de cette revendication, confie toujours notre source, d'autres exigences liées à l'indemnité de logement et à certaines primes ont été posées sur la table. Aussi les "mutins"

*ont-ils réclamé plus de justice au sein de l'armée. Le problème des primes du Darfour aurait été remis dans le cahier de revendications.»*

Mais avant cette parution du 30 mars un participant au forum de l'article du journal Le pays publié la veille sur le faso.net évoquait déjà plusieurs problèmes qui sont à la base de la révolte. Il affirmait: *«ça sent le soufre les gars, mais que peut faire le commandement actuel ? Rien, parce que : un ministre de la défense indéboulonnable = routine - Un chef d'état major général impopulaire et revancharde = mécontentement - une armée subdivisée comme en Lybie [pour mieux régner ?], avec des inégalités criardes selon votre position = frustration - des retenues sur frais de mission des subordonnés = grognement - une armée de chefs sans scrupules et sans écoute = bruits de botte assurés.»* (Forum du 29 mars *Manifestations de militaires: après Ouaga, Fada dans la danse, message posté à 18h52*)

Le 15 avril, le gouvernement dans un communiqué annonçait officiellement l'existence d'autres revendications des militaires: *«Une manifestation de militaires a débuté dans la nuit d'hier 14 avril 2011, suite à une réclamation portant sur leur indemnité de logement et leur prime journalière d'alimentation. Le Gouvernement rassure les populations que les dispositions sont prises en ce moment même pour régler cette situation et exprime ses regrets ainsi que sa compassion à l'endroit de toutes les personnes qui ont subi des préjudices à cette occasion.»* On a pu constater en fonction de l'évolution des événements, que les informations données dans les forums par les internautes (parfois avant que la presse n'en fasse cas) notamment sur les revendications des militaires n'étaient pas toujours erronées. Cachés derrière l'anonymat des *pseudos*, des internautes qui ont des informations à donner peuvent le faire sans se soucier des conséquences au cas où celles-ci s'avéraient fausses, et cela avec moins de crainte d'éventuelles répressions au cas où les informations n'auraient pas dû circuler de l'avis des autorités. Dans ce sens, les forums libèrent la parole, permettent la diffusion rapide d'informations, de révélations, avec bien sûr des risques d'erreurs ou de désinformations à ne pas négliger. La contribution des internautes ne se résume pas à l'apport d'informations complémentaires aux faits bruts présentés dans les contenus des articles. Ces apports sont aussi sous formes d'analyses sur les causes, les conséquences, les propositions de sortie de crise, la condamnation des actes posés. Mais ces aspects apparaissent aussi dans les compléments d'information que les internautes apportent aux contenus des articles. Nous ferons donc dans la section suivante, une synthèse de ces éléments.

### **3.2 Manifestations de militaires en 2011: analyses d'avis internautes**

Colloque mondialisation des échanges, communication de crise et relations publiques-Luxembourg-6/10/2011.  
[www.symposcience.org](http://www.symposcience.org)



Cette crise des militaires est perçue dans les forums comme une suite logique des autres crises en cours et dont les autorités ont eu une mauvaise gestion. En effet, ces manifestations sont survenues quelques semaines après celles des élèves et étudiants qui réclamaient justice pour un élève de Koudougou (ville du centre du pays) dont la mort serait due à une violence policière. Dans la même période le débat sur le fait que le Président du Faso aurait la volonté de modifier l'article 37 de la constitution pour avoir le droit de se représenter aux élections présidentielles en 2015 après ses deux quinquennats, se passait aussi dans un contexte de crise politique. Ces trois facettes de la crise étaient évoquées dans les articles de presse et dans les forums.

Au niveau des causes de cette manifestation des militaires, deux idées sont régulièrement évoquées dans les forums : l'impunité et les manquements dans la formation des militaires. Il ressort des forums que de multiples crimes de sang et crimes économiques non résolus qui impliquent notamment des militaires favorisent le sentiment de toute puissance de ces derniers et de personnalités proches du pouvoir. Par ailleurs un grand nombre de militaires du rang auraient un faible niveau d'instruction et cela favoriserait les incivilités dans l'armée. Sur ces causes, un internaute du forum de l'article de lefaso.net du 23 mars postait ce message (le 23 mars à 10h00): *«Évitons les débats passionnés et jetons un œil critique sur la situation : 1- le pouvoir en place a su toujours mettre de son côté la grande muette[...] ; 2- Ces hommes en tenues se sont vus comme des intouchables puisque garants de la sécurité du grand système et le système de l'existence de ces hommes, l'un se méfiant toutefois de l'autre. Pas étonnant si ceux-ci (hommes de tenues) se sentent lâchés aujourd'hui, au moment même où le gouvernement pour manifester sa bonne fois dans la gestion de la crise actuelle, est prêt à sacrifier sur l'autel de la "bonne foi" quelques sbires.»* Les internautes ont aussi proposé des solutions de sorties de crises qui consistent à indemniser les civils victimes des manifestations, payer les primes des militaires pour satisfaire leur revendications, ramener les militaires libérés en prison (que ces derniers fassent appel du jugement) remanier le gouvernement pour faire partir certaines ministres qui le sont depuis plusieurs années et qui symboliseraient l'inertie et la mauvaise gestion. Il est aussi question de rehausser le niveau de recrutement des militaires, de remanier la hiérarchie militaires, de faire la lumière sur des affaires criminelles pendantes en justice. A titre illustratif, on peut noter que suite au message du Président du Faso publié le 31 mars sur lefaso.net, un participant au forum de ce message proposait ceci: *«1) Satisfaire les revendications légitimes des soldats à savoir le problème des primes... Quant à ceux qui ont confisqué ces sous, on verra leur cas plus tard. 2). Pas de compromis concernant les soldats incarcérés et injustement libérés.»* Dans les forums on assistait aussi à une forte condamnation des morts et actes barbares posés par les militaires et aussi à de sévères critiques des autorités dans leur gestion du pays et de la crise. L'analyse de la contribution des forums aux débats politiques nécessite de prendre certaines limites en compte.

Colloque mondialisation des échanges, communication de crise et relations publiques-Luxembourg-6/10/2011.

[www.symposcience.org](http://www.symposcience.org)

## 4. De la question de l'influence limitée des forums sur les décisions prises pour la gestion de la crise

Comme nous le disions plus haut, un des facteurs qui limite l'importance de l'apport des forums d'articles de presse au débat démocratique est le faible développement d'internet en Afrique (au Burkina en particulier). L'accès limité à internet engendre aussi une faible fréquentation des médias en ligne et de leurs forums d'articles. Bien qu'internet continue de se développer au Burkina, le taux de pénétration de ce dispositif reste bas. En plus, au Burkina l'accès à internet est représentatif des inégalités socioéconomiques de ce pays. Dans cette configuration, la contribution des forums au débat politique se résume à l'expression des avis d'une petite partie de Burkinabé mieux scolarisés, mieux informés et d'un niveau de vie supérieur à celui de la grande majorité de la population. Par ailleurs, en se référant à Stéphanie Wojcik (2003), les forums peuvent être perçus comme une tribune de plus pour des individus qui seraient déjà relativement politisés et susceptibles de s'exprimer dans d'autres instances de la vie politique. Une autre limite de la contribution des forums du portail d'information lefaso.net rejoint les analyses que Thierry Vedel (2003: p.83) fait à propos de l'apport des forums en affirmant qu'«une minorité de participants est à l'origine de l'essentiel des messages et la majorité des internautes lisent seulement les messages sans s'impliquer dans les discussions. Le fonctionnement des forums est fréquemment affecté par la présence d'éléments perturbateurs, parfois très agressifs [...] Enfin, les forums ne reflètent qu'imparfaitement l'ensemble des opinions qui peuvent exister dans la société.» A cela, il faut ajouter que le même message est publié plusieurs fois sur un même forum. Par ailleurs, il est parfois difficile de reconstituer le fil des discussions dans les forums sur lefaso.net. Et cela s'explique en partie par l'ergonomie du site. En effet, deux fonctions invitent les internautes à réagir: «Répondre à ce message» et «Répondre à cet article». Cette configuration favorise la dispersion des avis à travers la création de plusieurs fils de discussion dans le forum d'un même article. En outre, les réactions de certains internautes ne sont pas pertinentes par rapport aux sujets évoqués dans le forum. Cela rend difficile la saisie du sens global de la discussion sur le forum. Tous ces aspects altèrent la qualité de la contribution de ces forums au débat politique.

Par rapport à l'accès limité aux publications en ligne, on peut supposer que les informations qui circulent dans ces forums sont relayées par des circuits de relations interpersonnelles. Mais ce mode d'échange n'engendre pas les mêmes incidences que si les individus qui reçoivent *de seconde main* les informations des forums, accédaient à ces informations à la source et pouvaient aussi émettre leurs avis. Cela donnerait plus d'ampleur à ces espaces

d'échanges et augmenterait peut être l'intérêt que l'on peut accorder à la contribution des idées véhiculées dans ces forums.

Même si nous pensons qu'il ne faut pas surestimer la contribution des forums d'articles dans l'animation du débat pendant la crise des militaires burkinabé, il ne faut pas non plus la négliger parce qu'elle a le mérite d'exister et participe à l'expression d'opinions plurielles, contradictoires sur des questions d'intérêt général. Dans ce sens on peut considérer ces forums comme un espace public partiel. (Miège 2010)

En outre, le fait que ces forums soient faiblement accessibles à la majorité des Burkinabé ne signifie pas que les autorités politiques de ce pays ne s'intéressent pas à ce qui s'y dit. En effet, l'intérêt pour l'État de surveiller de près les discours tenus dans ces espaces de débat semble évident surtout pendant cette période de crise. Car la gestion d'une crise nécessite de tenir compte de ce tout ce qui se dit à son sujet pour adapter la stratégie mise en place pour la gérer. Par ailleurs, nous pouvons raisonnablement penser que le gouvernement était au courant de ce qui se disait dans ces forums car pendant cette crise, un des responsables du portail d'information lefaso.net, était en même temps responsable de la communication du Premier Ministère. Dans la mesure où cette personne avait les deux casquettes, il est probable qu'il était à même de tenir le Premier Ministre au courant des informations qu'il pouvait avoir sur cette crise. Par ailleurs il est aussi vraisemblable que certains responsables politiques ou militaires et/ou leurs conseillers lisaient les forums sur lefaso.net. Rappelons que les professionnels de la communication ont pour pratique de faire de la veille d'information en temps de crise pour détecter des signaux susceptibles d'amplifier cette crise. Comme le dit Thierry Libaert (2010: p.98), «*cette veille s'effectue sur les sites agressifs [...], sur les forums de discussion, les blogs, par la réception des informations via les abonnements à certaines listes de diffusion (Web-zine)...*» De plus, en prenant connaissance de ce qui se dit dans ces forums, une stratégie d'occupation du terrain médiatique peut conduire certaines personnes proches du pouvoir (ou des gens qui le soutiennent) à intervenir dans les fils de discussions pour défendre la position officielle des autorités. Et même en dehors de toute période de crise, «*internet ouvre...la possibilité d'une connaissance indirecte des attentes des citoyens par l'observation de leurs comportements sur le réseau.*» (Wojcik 2003) La connaissance de ces attentes est encore plus *facilitée* quand il est question d'analyser des contenus de forums de discussion. Même si les forums d'articles ne mobilisent pas un grand nombre de burkinabé concernés par la crise, ils amènent l'État à devoir être à l'écoute de ce qui s'y dit et cela peut être considéré comme une contribution de ces forums au débat politique.

## Conclusion

Même si on peut *prendre le pari* sur le fait que les avis émis par les internautes sur les forums du portail d'information lefaso.net sont consultés par les autorités du pays, on ne peut pas s'empêcher de souligner que cet apport des citoyens, se résume à un rôle *consultatif* (sans que cela ne soit issu d'un processus officiel de consultation citoyenne) dont on ne connaît pas vraiment le poids dans les prises de décision visant à résoudre la crise. Une enquête auprès de décideurs pourrait donner une idée sur comment ceux-ci ont éventuellement pris en compte les avis émis en ligne par des citoyens. Mais cette connaissance ne changera rien au fait que cette contribution d'idées citoyennes n'a pas un rôle décisionnel. La contribution des forums d'articles de presse au débat pendant cette crise a ainsi moins de portée. Comme le rapportait Stéphanie Wojcik (2003), «*les forums seraient à ranger au côté d'autres dispositifs institutionnels de participation et de débat pour lesquels les observateurs notent qu'ils ont une influence mineure ou incertaine sur les décisions prises.*» Même si ces avis internautes n'ont pas joué un rôle décisionnel dans la sortie de crise, leurs contributions étaient prises en compte dans la production journalistique. Ces forums constituent un espace public partiel et participent de fait au progrès du débat démocratique au Burkina Faso.

## Bibliographie

- Balima S T, Frère M-S, 2003, *Médias et communications sociales au Burkina Faso. Approche socio-politique de la circulation de l'information*, Paris, l'Harmattan,
- Bougnoux D, 2001, *Introduction aux sciences de la communication*, la Découverte, Paris, Découverte,
- Cardon D, Granjon F, 2010, *Médiactivistes*, Paris, Presse de la fondation nationale des sciences politiques
- Libaert T, 2010, *La communication de crise*, Paris, Dunod
- Lenoble-Bart A, Chéneau-Loquay A, 2010, *Les médias africains à l'heure du numérique*, Paris, l'Harmattan
- Lenoble-Bart A, Tudesq A-J, 2008, *Connaitre les médias d'Afrique subsaharienne. Problématiques, sources et ressources*, Paris, Karthala
- Madiba G, *Mutations socioprofessionnelles et enjeux citoyens du cyber-journalisme dans l'espace public au Cameroun*, in Les enjeux supplément 2010-A (dir) Bernard Miège et Missé Missé en ligne sur le site internet: [http://w3.u-grenoble3.fr/les\\_enjeux/2010-supplementA/Madiba/index.html](http://w3.u-grenoble3.fr/les_enjeux/2010-supplementA/Madiba/index.html)

Colloque mondialisation des échanges, communication de crise et relations publiques-Luxembourg-6/10/2011.

[www.symposcience.org](http://www.symposcience.org)

- Marccocia M, *Parler politique dans un forum de discussion*, Langage et société 2003/2, n° 104, p.9-55
- Miège B, 2010, *l'espace public contemporain. Approche info-communicationnelle*, Grenoble, Presse de l'Université de Grenoble, collection «communication médias et société»
- Paré C, 2010, *Médias et société de l'information en Afrique. La difficile révolution du multimédia dans les médias ouest-africains*. In Lenoble-Bart A et Chéneau-Loquay A, (coord.), *Les médias africains à l'heure du numérique*, Paris, l'Harmattan, pp 15-37
- Vedel T, *La citoyenneté et ses conditions d'expression. L'internet et ses usages citoyens*, In *Les nouvelles dimensions de la citoyenneté*. Cahier français numéro 316, 2003, pp.81-87
- Vedel T, *l'internet et les villes: trois approches de la citoyenneté*, Hermès n° 26-27, 2000, pp 247-262
- Stéphanie Wojcik, *Les forums électroniques municipaux, espace de débats démocratique?*, Sciences de la société n° 60, «Démocratie locales et Internet» 2003, pp. 107-125